

Vu depuis les Etats-Unis : coronavirus, un désastre français, Macron responsable et coupable

écrit par Gigobleu | 20 avril 2020



La situation française est catastrophique... la faute à Macron !

Guy Millière : coronavirus, un désastre français

La première mauvaise décision a concerné les frontières et a montré que, contrairement aux fantasmes de l'Union européenne, celles-ci importent. La France n'a jamais fermé les siennes ; et elle a permis à un grand nombre de porteurs de virus potentiels d'entrer dans le pays.

En janvier 2020, plusieurs centaines de milliers de masques étaient disponibles, mais le 19 février, le président Macron a décidé de les envoyer à Wuhan, en un "geste de solidarité

avec le peuple chinois" ... Le gouvernement français a annoncé que des masques seraient disponibles bientôt, mais fin mars, la plupart des médecins et soignants n'en avaient toujours pas. Plusieurs médecins sont tombés malades. En date du 10 avril, huit d'entre eux étaient morts du COVID-19 et plusieurs autres étaient dans un état critique. Le 20 mars, la porte-parole du gouvernement, Sibeth N'Diaye, déclarait: □□"les masques sont essentiellement inutiles".

Le 25 février, un épidémiologiste français de renom, le professeur Didier Raoult ... a publié une vidéo ... Dans celle-ci, il disait avoir trouvé un médicament permettant de mettre fin à la pandémie: l'hydroxychloroquine ... (utilisée avec l'azithromycine) ... Le 10 avril, le professeur Raoult a publié des données montrant qu'il avait traité et guéri 2 401 patients.

Immédiatement, Olivier Veran, le nouveau ministre français de la santé, a déclaré que les déclarations du professeur Raoult étaient "inacceptables"... Afin de dissiper la controverse, le gouvernement français a publié un décret autorisant le traitement du professeur Raoult dans les "hôpitaux militaires", pour les "patients atteignant la phase aiguë de la maladie" mais a continué à interdire aux médecins de famille de prescrire le traitement. Le professeur Raoult a dit que le traitement n'était efficace que s'il était administré "*avant que la maladie n'atteigne sa phase aiguë*". [Italiques ajoutés]

Les grands médias français feraient bien d'exiger que les médecins puissent prescrire et utiliser de l'hydroxychloroquine, de l'azithromycine et du sulfate de zinc. Les grands médias français feraient également bien d'être plus conscients du sordide jeu de la Chine.

"Le comportement de nos dirigeants a été marqué par l'impréparation, la désinvolture, le cynisme, et beaucoup de leurs actes relèvent de l'application du code pénal... Mise en danger délibéré de la vie d'autrui, non-assistance à personne en danger, détournement de biens... nous avons affaire à un véritable florilège. A la guerre, on juge les généraux incompetents et parfois on les fusille. Et cela, président, ministres, fonctionnaires le savent bien" – Régis de Castelneau, avocat, *Marianne*, 4 avril 2020.



Contrairement aux fantasmes de l'Union européenne, les frontières importent. La France ne les a jamais fermées; et elle a permis à un grand nombre de porteurs potentiels de coronavirus d'entrer dans le pays. Sur la photo: un policier français utilise un drone pour observer les environs de la frontière franco-allemande à Strasbourg, France, le 9 avril 2020. (Photo de Frederick Florin / AFP via Getty Images)

Le 9 avril, en France, l'un des trois pays européens les plus touchés par le COVID-19 – les autres étant l'Espagne et l'Italie, 1 341 personnes sont [mortes](#) du virus communiste chinois. Pour l'Italie, principal pays européen touché jusqu'à présent, le [chiffre](#) du 9 avril indiquait 610 décès; pour l'Espagne le chiffre était 446 et pour l'Allemagne 266. Alors que la pandémie semblait [stabilisée](#) en Italie et en Espagne – et paraissait [contenue](#) en Allemagne – en France, elle [restait](#) en expansion.

Des décisions extrêmement mauvaises prises par les autorités françaises ont créé une situation de contagion plus

destructrice qu'elle n'aurait dû l'être.

La première mauvaise décision a concerné les frontières, et a montré que, contrairement aux fantasmes de l'Union européenne, celles-ci importent. La France n'a jamais fermé les siennes ; et elle a ainsi permis à un grand nombre de porteurs de virus potentiels d'entrer dans le pays. Même lorsqu'il est devenu clair qu'en Italie, la pandémie prenait des proportions catastrophiques, la frontière entre la France et l'Italie est, côté français, restée ouverte. Le gouvernement italien, le 10 mars, a interdit aux Français d'entrer sur son territoire et aux Italiens de se rendre en France mais à ce jour, la France n'a établi aucun contrôle du côté français de la frontière.

La situation est la même à la frontière entre la France et l'Espagne, malgré la situation terrifiante qui règne en territoire espagnol. Depuis le 17 mars, il est pratiquement impossible de passer de la France à l'Espagne, mais entrer en France depuis l'Espagne est facile: il suffit de montrer une pièce identité côté français. Il en va de même à la frontière entre la France et l'Allemagne. Le 16 mars, l'Allemagne a fermé sa frontière avec la France, mais la France a refusé de faire la même chose de son côté de la frontière. Le 26 février, un match de football entre une équipe française et une équipe italienne a eu lieu à Lyon, la troisième ville de France et quand bien même les malades affluaient déjà dans les hôpitaux italiens, 3000 supporters italiens ont pu venir assister au match.

La France n'a jamais fermé ses aéroports; ils sont toujours ouverts aux "ressortissants des États membres de l'UE, de la Suisse, aux passagers détenteurs d'un passeport britannique et à ceux titulaires d'un titre de séjour délivré par la France", ainsi qu'aux professionnels de santé. Jusqu'aux derniers jours de mars, les personnes arrivant de Chine n'étaient même pas soumises à des contrôles de température à l'arrivée. Les Français vivant à Wuhan, ville d'origine de

la pandémie, ont été [rapatriés](#) par avion militaire et, à leur arrivée en France, placés en quarantaine, mais ils ont été les seuls. Si Air France a [interrompu](#) ses vols vers la Chine le 30 janvier, **les vols des compagnies aériennes chinoises au départ de Shanghai et de Pékin ont pu continuer d'atterrir en France.**

Le président français Emmanuel Macron a résumé la [position officielle](#) de la France le sujet: "Les virus n'ont pas de passeport", a-t-il dit. Les membres du gouvernement français ont répété la même chose. Quelques commentateurs leur ont [rappelé](#) que les virus voyagent avec les personnes infectées, qui, elles, peuvent être arrêtées aux frontières, et que ces dernières sont essentielles pour arrêter ou ralentir la propagation d'une maladie, mais leurs paroles ont été inutiles. **Macron a fini par dire que les frontières de l'espace Schengen (constitué des 26 États européens qui ont officiellement aboli tout contrôle aux frontières entre eux) devaient être [fermées](#), mais a exprimé sa colère envers les dirigeants européens qui ont réintroduit des contrôles aux frontières entre leurs pays et d'autres pays membres de l'espace Schengen. "Ce qui est en jeu", a-t-il [dit](#), apparemment plus préoccupé par l'"Europe" que par la vie de millions de personnes, "c'est la survie du projet européen".**

D'autres mauvaises décisions ont concerné la gestion, désastreuse, des moyens de lutte contre la pandémie.

Début mars, lorsque des malades en grand nombre ont commencé à arriver dans les hôpitaux français, les médecins et les soignants ont averti qu'ils n'avaient pas assez de [masques](#), et ont [dit](#) que travailler sans équipement de protection les exposait à des risques élevés. Des journalistes ont rapidement [découvert](#) qu'en 2013, la France possédait une réserve de plusieurs millions de masques, mais que le gouvernement avait décidé de les détruire pour réduire les coûts de stockage. En janvier 2020, plusieurs centaines de milliers de masques étaient néanmoins disponibles, mais le

19 février, le président Macron a décidé de les [envoyer](#) à Wuhan, en un “geste de solidarité avec le peuple chinois”.

Le gouvernement français a vite annoncé que des masques seraient bientôt disponibles, mais fin mars, la plupart des médecins et soignants n'avaient toujours [pas de masques](#). Plusieurs médecins sont tombés malades. En date du 10 avril, [huit](#) d'entre eux étaient morts du COVID-19 et plusieurs autres étaient dans un état critique. Le 20 mars, la porte-parole du gouvernement, Sibeth N'Diaye, [déclarait](#) encore: □ “les masques sont essentiellement inutiles”.

Fin février, la France ne disposait pratiquement d'[aucun test](#) et d'[aucun moyen](#) d'en fabriquer. Le gouvernement a décidé d'[acheter](#) des tests en Chine, mais fin mars, le nombre de tests était encore [insuffisant](#). **Alors que l'Allemagne effectue 500.000 tests de dépistage par semaine, la France n'a pu effectuer à ce jour que 50.000 par semaine.**

Plutôt qu'admettre que les tests n'étaient pas disponibles, ou que le gouvernement avait mal géré la situation, le ministre français de la Santé, Olivier Veran, a annoncé que le dépistage à grande échelle était [inutile](#), et que la France avait choisi de “procéder différemment”.

Les élections municipales, prévues pour le 15 mars, ont [eu lieu](#), malgré le virus et malgré le fait que de nombreux médecins aient averti que les bureaux de vote seraient des lieux de contagion. Et effectivement, dans les jours qui ont suivi, des centaines de personnes en charge des bureaux de vote ont [afflué](#) vers les hôpitaux. Le 16 mars, le président Macron a prononcé un discours [déclarant](#) que “la France est en guerre” et que le lendemain, 17 mars, la France serait mise en confinement.

Le confinement est toujours en place, et le gouvernement français a [décidé](#) de le prolonger. Les règles sont strictes. Les Français ne peuvent quitter leur domicile, dans un [rayon](#)

d'un kilomètre, qu'une heure par jour, pour acheter de la nourriture, et doivent disposer d'une [autorisation](#) écrite qu'ils ont à présenter à la police, qui patrouille dans les rues. Quiconque est arrêté sans autorisation est condamné à une [amende](#) de 135 euros (145 \$) la première fois, à 1 500 euros (1 630 \$) la deuxième fois et, après trois infractions, est passible d'une peine de [six mois](#) de prison. Toute rencontre avec une personne ne partageant pas le même lieu de confinement est interdite.

La plupart des Français se conforment aux règles, mais ce n'est pas le cas dans les zones de non droit. Et la police s'est vue [recommander](#) de fermer les yeux sur ce qui s'y passe. La Seine Saint Denis, où les zones de non droit sont nombreuses, a présentement, et de façon soudaine, un taux de [mortalité](#) 63% plus élevé.

Avant la pandémie, l'économie française ne se portait [pas très bien](#), ce n'est pas un secret. La croissance était à peine supérieure à zéro, et le chômage élevé. Aujourd'hui, l'économie française s'est quasiment [arrêtée](#). On peut imaginer ce que sera la situation après la pandémie.

Tous les hôpitaux français aujourd'hui sont [pleins](#); les malades doivent être placés sur des lits dans les couloirs. Le 18 mars, la France ne comptait que [5.000](#) respirateurs. Des procédures de ["triage"](#) étaient enclenchées : des patients ont pu survivre, d'autres, faute de traitement, non.

Un scandale a éclaté. Agnès Buzyn – qui a été ministre de la Santé jusqu'au 16 février, puis candidate à la mairie de Paris, et qui a perdu le 15 mars, a [déclaré](#), le 18 mars: "Je savais qu'un tsunami [une pandémie mortelle] allait frapper la France". Elle a ajouté qu'elle avait l'avait dit au président Macron dès janvier. Immédiatement, Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national, principal parti d'opposition en France, a [dit](#) qu'"*en gardant le silence sur une situation préoccupante, Agnès Buzyn s'est comportée de*

manière déraisonnable". Marine Le Pen a [ajouté](#) que si Agnès Buzyn dit la vérité, le gouvernement et le président Macron ont gravement manqué à leurs devoirs, et "ce n'est plus de l'incompétence, c'est une faute politique lourde et cela relève de la saisine de la cour de justice".

Un autre scandale, plus important encore, avait vu le jour un peu plus tôt. Le 25 février, un célèbre épidémiologiste français, le professeur Didier Raoult, président de l'Institut hospitalier des maladies infectieuses de Marseille (Méditerranée Infection), l'un des principaux centres européens de recherche sur les épidémies et les pandémies, avait [publié](#) une vidéo, "Coronavirus: vers une sortie crise ". Il y expliquait qu'il avait [trouvé](#) un [traitement](#) pour les personnes infectées: l'hydroxychloroquine (un médicament utilisé contre le paludisme depuis 1949) et l'azithromycine (un antibiotique couramment utilisé), et qu'il avait déjà guéri 24 patients.

Immédiatement, Olivier Véran, le nouveau ministre français de la santé, a [dit](#) que les déclarations du professeur Raoult étaient "inacceptables". Une dure bataille médicale et politique a commencé. De nombreux médecins proches du président Macron ont souligné leur accord avec Véran et ont dénoncé Raoult. Certains sont allés jusqu'à le [traiter](#) de "charlatan", oubliant que, jusque-là, le professeur Raoult était considéré par les épidémiologistes européens comme l'un des plus [prestigieux](#) d'entre eux. D'autres médecins ont [déclaré](#) que le professeur Raoult avait raison, et appuyé ses conclusions.

Pour tenter de mettre fin à la la controverse, le gouvernement français a autorisé par [décret](#) le traitement du professeur Raoult dans les "hôpitaux militaires", pour "les patients atteignant la phase aiguë de la maladie" – mais a interdit aux médecins de famille de le prescrire. Le professeur Raoult a [dit](#) que le traitement n'était efficace que s'il était administré "avant que la maladie n'atteigne

sa phase aiguë". [Italiques ajoutés]

Un essai clinique a été lancé par le gouvernement, mais le professeur Raoult a [déclaré](#) que l'essai n'est pas basé sur le traitement qu'il utilise et est destiné à échouer".

Le 10 avril, le professeur Raoult a publié des [données](#) montrant qu'il avait traité et guéri 2 401 patients. Un récent sondage international auprès de milliers de médecins a [désigné](#) le traitement à l'hydroxychloroquine comme la "thérapie la plus efficace" pour lutter contre les COVID 19. La Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis a [autorisé](#) une "utilisation compassionnelle" de l'hydroxychloroquine, en attendant les résultats des [tests scientifiques](#), qui seront pleinement disponibles dans "un an ou un an et demi".

Philippe Douste-Blazy, professeur de médecine, ancien ministre français de la Santé, a [déclaré](#) que "le comportement d'obstruction d'Emmanuel Macron et du gouvernement français" était "criminel". Il a [ajouté](#) que "le traitement proposé par le professeur Raoult a des résultats positifs "et que "la France sera bientôt le dernier pays à en refuser l'utilisation par les médecins." Il a ensuite lancé une [pétition](#) appelant le gouvernement à cesser d'entraver l'utilisation du traitement. Le texte a été signé par des milliers de médecins, professeurs de médecine et d'anciens ministres de la santé.

Le traitement recommandé par le professeur Raoult ne peut toujours pas, à ce jour, être prescrit par les médecins de famille français. Un [décret](#) promulgué le 28 mars a, par contre, autorisé les médecins à utiliser Rivotril (clonazépam) pour "soulager les souffrances des patients en détresse respiratoire". Le clonazépam ralentit la respiration et peut [entraîner](#) un arrêt respiratoire. Le docteur Christian Coulon, un anesthésiologiste de renom, a [tweeté](#):

“Euthanasie de nos anciens en insuffisance respiratoire. Oui, ils l’ont faite. Moi médecin je souffre profondément”.

Le docteur Serge Rader a [expliqué](#) à la radio le 3 avril que de nombreuses personnes âgées vivant dans des maisons de retraite et malades du Covid-19 ne sont pas envoyées à l’hôpital parce que les hôpitaux sont débordés, reçoivent une injection de Rivotril, et meurent seules dans leurs chambres. De nombreux autres médecins ont [exprimé](#) leur horreur sur les réseaux sociaux, et ont ajouté qu’ils étaient impuissants.

En conséquence, l’anxiété et la colère ont fortement augmenté dans la population et se sont ajoutées à la détresse causée par la pandémie et le strict confinement.

Un avocat français connu, Régis de Castelneau, a [écrit](#) dans *Marianne*, un magazine de centre-gauche:

“Le comportement de nos dirigeants a été marqué par un manque de préparation, de désinvolture, de cynisme, et nombre de leurs actes impliquent l’application du droit pénal. La mise en danger délibérée de la vie d’autrui et le fait de ne pas fournir d’assistance aux personnes en danger sont évidents ... En temps de guerre, des généraux jugés incompetents sont parfois abattus. Le président et d’autres responsables en sont bien conscients et doivent savoir qu’ils seront tenus pour responsables.”

Les économistes s’attendent à ce que le PIB de la France au deuxième trimestre 2020 soit en [chute](#) libre. Un économiste, Emmanuel Lechypre, a [déclaré](#): “La France connaîtra une récession très grave ... Ce qui se passe ne s’est jamais vu dans le passé, et le pays ne sera plus jamais le même”.

Un récent [sondage](#) montre que 70% des Français pensent que le

gouvernement ne dit pas la vérité et que 79% d'entre eux pensent que le gouvernement et le président ne savent pas où ils vont.

Avant la pandémie, la France était au bord du chaos. Depuis l'élection du président Macron, pas une semaine en France ne s'est écoulée sans manifestations. Le soulèvement des "gilets jaunes" a [duré](#) 70 semaines, et s'est accompagné d'émeutes. Une grève contre une réforme du système de retraite français (en faillite) a débuté en décembre 2019 et a [duré](#) jusqu'à l'apparition de la pandémie.

Le 27 mars, Macron a [déclaré](#) sur un ton menaçant que ceux qui critiquaient sa gestion de la pandémie étaient "irresponsables" et qu'il se souviendrait "de ceux qui n'ont pas été à la hauteur".

Le 1er avril, le chroniqueur Ivan Rioufol a [écrit](#) dans *Le Figaro*:

"Le président s'est non seulement trompé, mais il a menti et laissé mentir... Ce qui lui est reproché est d'avoir nié, jusqu'à l'absurde, l'utilité des frontières nationales dans la protection contre la pandémie. C'est le discours officiel qui a tardé à mesurer la gravité de la situation. C'est le gouvernement qui a répété, avant de soutenir maintenant le contraire, que les masques et les tests de dépistage du virus n'étaient d'aucune utilité pour les gens, afin d'occulter une pénurie et une imprévoyance. C'est l'Etat indécis qui entretient l'incompréhensible confusion autour de la chloroquine... La loi du silence qu'aimerait imposer Macron est indéfendable."

Ceux qui détiennent le pouvoir en France semblent plus aveugles aujourd'hui qu'avant la pandémie. Une débâcle en France semble de plus en plus proche.

Dans les grands médias français, la Chine est [traitée](#) avec

une extrême politesse. Aucun journaliste ne rappelle au public, sinon de manière feutrée, que la pandémie a commencé à Wuhan, en Chine. Nombre de journalistes disent que les États-Unis sont dans une [situation difficile](#) et montrent les hôpitaux de New York, comme si montrer la souffrance des Américains allégeait la souffrance des Français.

Les grands médias français feraient bien d'exiger que les médecins puissent [prescrire](#) et utiliser de l'hydroxychloroquine, de l'azithromycine et du sulfate de zinc. Les médias français feraient également bien d'être plus conscients du sordide jeu de la Chine. Le 5 avril, des rapports ont commencé à montrer qu'en janvier, longtemps avant que la Chine n'ait informé le monde de ce qui se passait chez elle, elle avait délibérément menti. Le 14 janvier 2020, dans un tweet, l'Organisation mondiale de la santé [répétait](#) docilement les mensonges chinois:

“Les enquêtes menées par les autorités chinoises n'ont trouvé aucune preuve claire de la transmission interhumaine du #coronavirus (2019-nCoV) identifié à #Wuhan, #Chine”.

La journaliste [Maria Bartiromo](#) a révélé sur Fox News qu'avant d'alerter le monde sur la crise, la Chine avait stocké des fournitures médicales aux fins de tenir le marché, et avait acheté pour 2 milliards de dollars de masques, ainsi que des centaines de millions de dollars d'autres équipements médicaux. Pourquoi s'est-elle comportée ainsi? La Chine fournit la moitié de l'approvisionnement mondial en matériel médical. Des rapports [indiquent](#) que le gouvernement chinois exige que l'Italie lui rachète du matériel médical que l'Italie lui a donné plus tôt.

Les médias français devraient faire preuve de davantage de compassion, accorder plus d'attention à ce qu'ils disent, regarder plus scrupuleusement leur propre société, et

réfléchir aux moyens de trouver des remèdes aux dysfonctionnements économiques et politiques qui ont conduit à l'horreur qui frappe leur pays.

Guy Millière

<https://fr.gatestoneinstitute.org/15910/coronavirus-un-desastre-francaise>